



N°24 - septembre 2014

Les comptes économiques de la Martinique en 2013

Une économie en repli

Clémentine GARANDEAU, INSEE, Direction Antilles-Guyane

Le ralentissement de l'activité en Martinique se confirme. Après une année 2012 déjà morose, l'activité se replie en Martinique. Le PIB enregistre une baisse de 0,5 % en volume. L'économie martiniquaise apparaît ainsi plus pénalisée que celle de la Guadeloupe (+0,7 %) ou de la métropole (+0,3 %).

La hausse des prix à la consommation des ménages reste modérée (+1,3 %). Les hausses des prix de l'alimentation (+3,3 %) et des prix des services (+1,1 %) contribuent principalement à l'inflation en 2013.

La légère baisse du PIB en volume s'explique par la prudence de l'ensemble des acteurs économiques de l'île.

La consommation des ménages diminue à nouveau de -1,4 % en volume, et contribue négativement de 0,9 point à la croissance.

La baisse de l'investissement privé n'est pas compensée par la hausse de l'investissement

public liée aux grands projets, notamment hospitaliers.

Seule la consommation des administrations publiques vient amortir le ralentissement des autres moteurs martiniquais. Elle augmente légèrement de 0,4 % en volume et contribue pour 0,2 point à l'évolution du PIB.

Le commerce extérieur est également au ralenti. En lien avec le repli global de la demande, les importations chutent de 3,1 % en volume tandis que les exportations diminuent de 3,9 %. Le commerce extérieur vient ainsi jouer son rôle de stabilisateur automatique de l'économie et contribue à près de un point à la croissance.

Au final, avec une population qui baisse de 0,7 % en 2013, le PIB par habitant augmente de 0,2 % en euros constants. En Guadeloupe il augmente de 0,5 % et diminue de 0,2 % sur la France entière.

La consommation des ménages continue de régresser

Les principaux agrégats et leur évolution, en millions d'euros courants et en %

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2012	2013	Volume	Prix	Valeur
Produit intérieur brut	8 468	8 532	-0,5	1,3	0,8
Consommation des ménages	5 204	5 196	-1,4	1,3	-0,2
Consommation des administrations publiques	3 555	3 608	0,4	1,1	1,5
Investissement	1 663	1 637	-2,1	0,6	-1,5
Imports de biens et services	3 473	3 367	-3,1	0,0	-3,0
Exports de biens et services	922	886	-3,9	0,0	-3,9

Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

PIB en volume et PIB en valeur

Le **Produit intérieur brut** (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié en volume et en valeur.

L'évolution **en volume** ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit la **croissance de l'économie**.

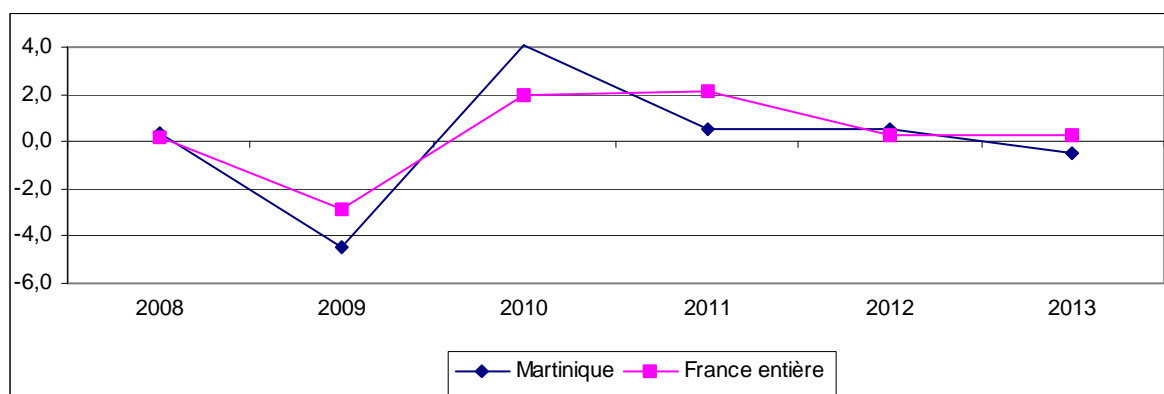
L'évolution du **prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume + prix) fournit l'évolution du **PIB en valeur**.

L'économie de la Martinique en 2013

Une croissance négative en 2013

Taux de croissance du PIB en volume, en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides.

La consommation des ménages en berne

La baisse de la consommation des ménages initiée en 2012 s'amplifie en 2013 : elle recule de 1,4 % en volume après avoir diminué de 0,2 % en 2012.

Le pouvoir d'achat des ménages est handicapé par un marché du travail incertain et un taux de chômage avoisinant les 23 %.

Les immatriculations de véhicules d'occasion augmentent de 2 % quand celles de véhicules neufs diminuent de 3,5 %. Ce recul est lié à la baisse des crédits à la consommation de 2,7 % au profit des crédits à l'habitat en hausse de 5,1 % (cf. § suivant).

A l'instar de la consommation, les importations de biens manufacturés diminuent de 3,2 % en volume, tout comme les importations de biens d'équipement électriques et ménagers qui reculent fortement (-14,4 %).

Ainsi, la consommation des ménages continue de se replier. Les ménages privilégient les dépenses d'investissements, en particulier l'investissement immobilier. Dans un contexte fiscal et économique incertain, le caractère de « valeur refuge » de l'investissement immobilier explique en partie ce comportement.

L'investissement est en baisse

L'investissement diminue en 2013, avec une baisse de 2,1 % en volume (-1,5 % en valeur).

Les ventes de ciment baissent de 7,6 % en un an, comme les imports de biens d'équipement (-4,4 %).

Les entreprises restent prudentes en 2013 : les crédits d'investissement accordés reculent de

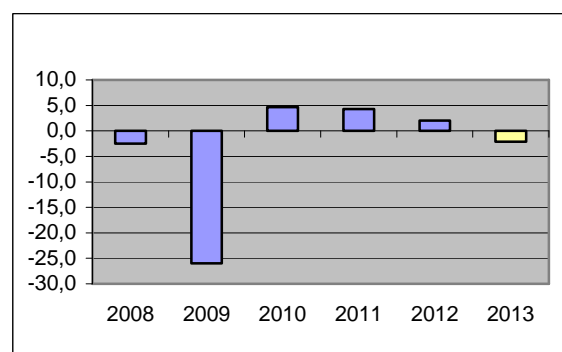
2,7 % alors qu'ils avaient déjà diminué de 1,4 % en 2012.

Les encours de crédits à l'habitat des ménages restent orientés à la hausse : +5,1 % en un an. En effet, 3 500 projets de construction sont autorisés en 2013, soit une progression de 30 % par rapport à l'année passée.

L'investissement augmente également dans le secteur public, principalement dans les hôpitaux. Deux projets d'envergure sont lancés : la construction du plateau technique du Centre Hospitalier (CHUM), validée par le Ministère de la santé en février 2010 (169 millions d'euros au total) et le projet de reconstruction de l'hôpital de Saint-Joseph (12 millions d'euros).

Les entreprises investissent peu

Évolution de l'investissement en volume : taux de croissance en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Les prix portés par l'alimentaire et les services

En 2013, les prix à la consommation des ménages augmentent de 1,3 %, soit une évolution légèrement supérieure à l'inflation enregistrée en Guadeloupe et pour la France entière, où l'indice des prix augmente seulement de 0,9 %.

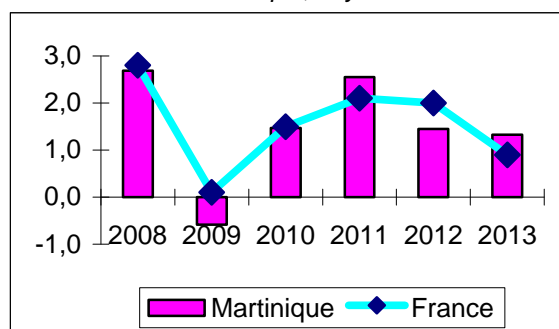
L'économie de la Martinique en 2013

Cette évolution est liée d'une part aux prix de l'alimentation en augmentation de +3,3 % (contribution de 0,6 point à l'indice global), en particulier une hausse importante des prix des produits frais (+4 %). D'autre part le prix des services croît de 1,1 % (1 % en Guadeloupe) et contribue à cette hausse pour 0,5 point.

Le prix de l'énergie augmente légèrement (+0,5 % en un an), en lien avec la diminution des prix des produits pétroliers (-1,3 %). En effet le cours du Brent chute de 5,7 % en 2013. Enfin le prix des produits manufacturés augmente peu (+0,4 %) suite à cette faible évolution.

L'inflation supérieure à celle de la France

Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Le **dispositif bouclier qualité-prix** mis en application en mars 2013 dans le cadre de la loi Lurel contre la vie chère propose un panier de 101 produits de grande consommation à prix réduits et réglementés dans 14 enseignes martiniquaises. Le prix de ce panier passe de 402 euros à 365 euros depuis le 1er mars 2013.

Les dépenses publiques se stabilisent

Les dépenses publiques évoluent peu (+0,4 % en volume). La diminution de la masse salariale (1,6 %) compense quasiment la hausse des achats et charges externes (+4,9 % en volume) liée aux dépenses dans le domaine hospitalier, en forte hausse en 2013.

En valeur, les dépenses de consommation finale de l'État diminuent en 2013 (-5,1 %), tandis que celles des collectivités locales et des hôpitaux augmentent (respectivement +4,1 % et +3 %).

Les échanges commerciaux à la baisse

En 2013, les importations et les exportations de biens et services diminuent en volume : respectivement -3,1 % et -3,9 %. La France métropolitaine reste le partenaire privilégié de la Martinique : les produits sont importés à 52 % de la métropole, et exportés à 39 % vers celle-ci.

Les imports d'hydrocarbures et produits issus de l'industrie extractive diminuent fortement en valeur (-26,6 %) en raison d'un arrêt technique de la SARA, tandis que ceux de produits pétroliers et coke augmentent (+21,9 % en valeur) pour satisfaire la demande locale.

Les importations de produits des industries agroalimentaires augmentent de 1,7 % en volume alors que celles de biens manufacturés diminuent de 3,2 % en volume. Les imports de véhicules à destination des ménages reculent de 10 %.

Les exportations chutent à cause des produits pétroliers

Évolution des échanges extérieurs en valeur : taux de croissance en %



Source : Insee - CEROM - Comptes rapides

Les exportations baissent, principalement en raison de la chute de 30 % en valeur des exports de produits pétroliers raffinés et coke. Ces derniers représentent 36 % des exportations martiniquaises en 2013. Cette baisse succède à la forte hausse de ces exportations en 2012

Dans le domaine de l'agriculture, les exports baissent de 11 %. Les exportations de bananes, pénalisées par la cercosporiose noire et la tempête tropicale Chantal (juillet 2013), régressent de 12 %.

Le volume de cannes broyées dans les usines et distilleries augmente de 1,5 % par rapport à 2012. Néanmoins à la suite d'une baisse de rendement de la canne, les productions de sucre et de rhum chutent respectivement de 25,0 % et 5,1 %. Cela n'impacte pas encore les exportations de rhum qui augmentent de 4 % en 2013.

Au final le commerce extérieur soutient la croissance de +0,9 point avec des exportations moins baissières en niveau que les importations. La chute plus importante des importations, par rapport à la chute des exportations, explique le caractère de stabilisateur économique du commerce extérieur en Martinique. En effet la chute des importations est liée à celle de la demande et celle des exportations à l'inertie liée au ralentissement des appareils productifs.

L'économie de la Martinique en 2013

Regain des dépenses des touristes

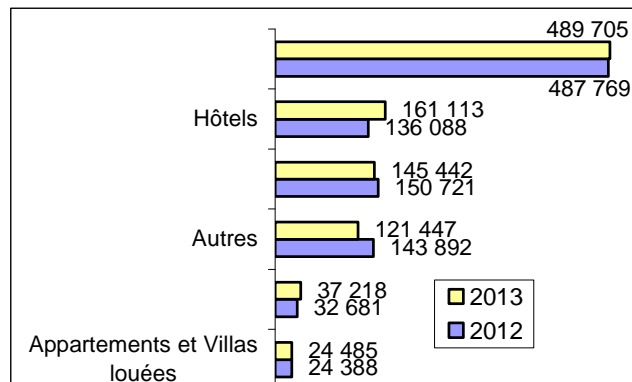
Les dépenses des touristes de séjour, de plaisance et de croisière évoluent positivement, de +1,5% en euros courants, traduisant un regain d'attractivité touristique de l'île par rapport à 2012 où ces mêmes dépenses avaient chuté de 4,6 % en euros courants. Le nombre de passagers total progresse de 3,7 % entre 2012 et 2013, pour atteindre 1,62 millions de passagers, soit le même niveau qu'en 2011.

489 700 touristes séjournent sur l'île en 2013, soit une augmentation de 0,4 % en un an, après une diminution de 1,8 % en 2012. La grande majorité d'entre eux (80 %) vient de métropole, seulement 12 % viennent de la Caraïbe et 6 % d'Europe hors métropole.

Le nombre d'excursionnistes (touristes qui séjournent moins de 24h sur l'île) est toujours à la hausse : +7 % depuis 2012, soit 122 982 excursionnistes, après une très forte augmentation en 2012 (+65,5 %). Pour près de 85 %, il s'agit de croisiéristes dont le nombre a plus que doublé en deux ans.

La proportion de touristes de séjour choisissant l'hébergement en appartement ou villa louée augmente : 32,9 % en 2013 au lieu de 27,9 % en 2012. Le nombre de nuitées dans les hôtels est en hausse de 3,3 %.

Nombre de touristes de séjour par mode d'hébergement en 2012 et en 2013



Source : enquête EFT, Comité martiniquais du tourisme

METHODOLOGIE

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'INSEE, en partenariat avec l'AFD et l'IEDOM dans le cadre du projet CEROM, le compte rapide 2013 de la Martinique repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas d'un compte définitif : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des données en base 2005

Les données diffusées ici sont en base 2005. Par conséquent, elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie martiniquaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Dans les trois DFA, ce modèle est construit avec 22 branches et 22 produits.

Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Pour en savoir plus

« Les comptes économiques de la Martinique », consultables sur <http://www.cerom-outremer.fr/martinique> et sur <http://www.insee.fr/martinique>

1. « La Martinique en 2013 », Rapport annuel de l'IEDOM – juin 2014 www.iedom.fr
2. « Bilan économique 2013 en Martinique », Antiane-Econ°77, Insee – juin 2014
3. « Une année atone » - Comptes rapides 2012, décembre 2013
4. « Une croissance timide » - Comptes rapides 2011, septembre 2012
5. « Une reprise lente, pénalisée par une consommation des ménages atone », Comptes rapides 2013 Guadeloupe, septembre 2014
6. « Une croissance soutenue malgré une stagnation de l'investissement et le ralentissement de la consommation des ménages », Comptes rapides 2013 Guyane, septembre 2014

Directeur de la publication :
Didier
BLAIZEAU

© Insee -
Iedom - AFD -
2014